

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

*Pour diffusion immédiate*

18 février 2026

**Plus de 150 ex-diplomates, ministres et ambassadeurs, accusent le ministre français des Affaires étrangères de diffuser de la désinformation et réclament des mesures correctives.**

*Coalition d'anciens diplomates et fonctionnaires pour la responsabilité internationale.*

*Une coalition internationale composée d'anciens ministres, ambassadeurs, diplomates, parlementaires et hautes personnalités publiques de renom, accuse le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, de relayer des éléments de désinformation en citant publiquement une version numériquement falsifiée de propos tenus par la Rapporteuse spéciale des Nations Unies, Mme Francesca Albanese. La coalition condamne le recours à des éléments inexacts et manipulés pour discréditer une titulaire d'un mandat indépendant des Nations Unies. Elle avertit que de tels agissements portent atteinte à l'intégrité des institutions internationales, mine la confiance dans le droit international et affaiblit les principes de responsabilité et de transparence qui fondent la diplomatie multilatérale.*

Le 11 février 2026, le ministre Barrot a attribué à Mme Albanese des propos manipulés, tirés de son intervention au Forum des médias d'Al Jazeera le 7 février 2026, et a appelé à sa démission. La vérification indépendante des faits réalisée par le programme "Truth or Fake" de France 24 a ensuite confirmé que Mme Albanese n'avait pas qualifié Israël d'"ennemi commun de l'humanité", contrairement à ce qui avait été affirmé.

Mme Albanese a réaffirmé un principe fondamental du droit international : l'imputabilité des violations graves du droit international constitue une obligation juridique, non un choix politique, et les responsables doivent être poursuivis. Elle a averti que le défaut d'application de cette responsabilité favorisait l'impunité, minait la crédibilité des protections juridiques internationales et compromettait les instruments fondamentaux du droit international, notamment la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Son intervention portait sur les facteurs systémiques qui permettent les violations commises à Gaza, conformément à son mandat et aux principes juridiques établis qui régissent la prévention des violations graves du droit international.

La coalition déclare que la diffusion d'informations inexactes ou manipulées par un haut responsable gouvernemental constitue une atteinte grave à la responsabilité inhérente à l'exercice d'une fonction publique. En effet, les responsables publics ont l'obligation renforcée de

s'assurer de l'exactitude des informations avant de faire des déclarations pouvant porter atteinte à la crédibilité des institutions internationales. Tout manquement à cette exigence sape la confiance dans le droit international, affaiblit la protection des droits humains et compromet l'indépendance des titulaires de mandats des Nations Unies.

La France a traditionnellement défendu les principes du droit international et de la coopération multilatérale. La coalition appelle donc le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères à :

- Revenir sur les déclarations inexactes attribuées à Mme Albanese et les rectifier publiquement ;
- Réaffirmer clairement et sans équivoque son engagement en faveur de l'indépendance des titulaires de mandat des Nations Unies ;
- Respecter pleinement ses obligations visant à protéger et à consolider les institutions multilatérales.

*La coalition affirme que "les systèmes multilatéraux reposent sur la vérité et l'intégrité institutionnelle" et que "la diffusion de désinformation par de hauts responsables sape le droit international, affaiblit les protections des droits humains et menace la crédibilité du système multilatéral lui-même."*

La coalition souligne en outre que cette controverse ne doit pas occulter la gravité de la crise humanitaire et des violations des droits humains en cours à Gaza, actuellement examinée par les juridictions internationales, notamment la Cour internationale de Justice. Préserver la crédibilité des Nations Unies et de ses experts indépendants demeure essentiel pour garantir la responsabilité internationale et assurer le respect de l'État de droit.

#### **À propos de la Coalition d'anciens diplomates et fonctionnaires pour la responsabilité internationale**

La Coalition d'anciens diplomates et fonctionnaires pour la responsabilité internationale est un réseau indépendant d'anciens ministres, ambassadeurs, diplomates, parlementaires et hauts fonctionnaires engagés à défendre l'intégrité du droit international et à protéger l'indépendance des mécanismes internationaux.

#### **Contact pour les médias :**

Angélique Eijpe: Porte-parole, Coalition d'anciens diplomates et fonctionnaires pour la responsabilité internationale

**E-mail :** aeijpe@hotmail.com

**Téléphone :** +31 623744692

# LETTRE OUVERTE

**Le ministère français des Affaires étrangères doit revenir sur ses déclarations relevant de la désinformation et garantir l'indépendance des mandats des Nations Unies, tandis que la Cour internationale de Justice examine les allégations de génocide liées aux opérations menées par Israël à Gaza.**

**18 février 2026**

À l'heure où la désinformation connaît une intensification préoccupante à l'échelle mondiale, il est particulièrement alarmant que le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean-Noël Barrot, se soit appuyé sur des contenus manipulés et en ait amplifié la portée dans des déclarations visant Mme Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé.

Le 11 février 2026, le ministre Barrot a fait référence à une version numériquement altérée de propos tenus par Mme Albanese lors du Forum des médias d'Al Jazeera, le 7 février 2026, et a publiquement appelé à sa démission. La reprise et la diffusion de contenus contestés ou falsifiés par un haut responsable de l'État soulèvent de graves interrogations quant au respect des exigences de vérification, ainsi qu'à la protection de l'indépendance et de l'intégrité des titulaires de mandat des Nations Unies.

Cette situation dépasse largement le cas d'un mandat individuel. C'est l'intégrité même du système multilatéral qui est en jeu, ainsi que la responsabilité qui échoit aux États membres de garantir que les experts des Nations Unies puissent exercer leurs fonctions en toute indépendance, libres de toute pression politique ou campagne de désinformation.

Une vérification indépendante, réalisée par le programme "Truth or Fake" de France 24, a établi que Mme Albanese n'a jamais qualifié Israël d'« ennemi commun de l'humanité », contrairement à ce qui avait été allégué. Ses propos portaient sur les systèmes permettant des violations à Gaza, s'inscrivant dans le cadre de principes bien établis du droit international, notamment ceux consacrés par la Convention sur le génocide.

La désinformation constitue une menace croissante pour la crédibilité et le fonctionnement des institutions multilatérales, elle érode la confiance et accentue les divisions entre États membres. Les responsables publics ont, à ce titre, une plus grande obligation de procéder à des vérifications rigoureuses et de faire preuve de retenue lorsqu'ils s'expriment au sujet d'experts des Nations Unies.

Cette controverse ne saurait détourner l'attention des massacres de civils, ni de la crise humanitaire et des violations massives des droits humains qui sévissent à Gaza. Les dirigeants ont, en vertu du droit international, la responsabilité collective de protéger les populations civiles, de prévenir de nouvelles atrocités et de garantir l'obligation de rendre des comptes.

La population palestinienne continue de subir des destructions à grande échelle, des pertes humaines considérables et de sévères restrictions à l'acheminement de l'aide humanitaire, soulevant des préoccupations urgentes au regard du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. Ces questions font actuellement l'objet d'un examen par plusieurs juridictions internationales, notamment la Cour internationale de Justice, saisie d'allégations fondées sur la Convention sur le génocide concernant la conduite de l'État d'Israël à Gaza.

La France a historiquement joué un rôle de premier plan dans la défense du droit international et du multilatéralisme. En conséquence, nous appelons le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères à :

- revenir sur ses déclarations inexactes concernant Mme Albanese et à les rectifier;
- réaffirmer de manière claire et sans équivoque son attachement à l'indépendance des titulaires de mandat des Nations Unies;
- honorer pleinement ses obligations visant à protéger et à renforcer les institutions multilatérales.

Le manquement à ces principes fondamentaux serait de nature à affaiblir la crédibilité des institutions internationales et à porter atteinte à l'ordre international fondé sur le droit.

Cela ne doit pas devenir la norme.

**Signataires :**

1	Bernard	Bot	Ex-ministre des Affaires étrangères	Pays-Bas
2	Laurens Jan	Brinkhorst	Ex-ministre des Affaires étrangères Ex-ambassadeur pour l'Union Européenne, ancien professeur émérite	Pays-Bas
3	Hedy	D'Ancona	Ex-ministre des Affaires étrangères, Pays-Bas Ex-membre du parlement européen, Ex-Sénateur	
4	Mogens	Lykkefolt	Ex-ministre des Affaires étrangères et Président de l'assemblée générale de l'ONU	Danemark

<b>5</b>	Susana	Malcorra	Ex-ministre des Affaires étrangères, Argentine Ex-Cheffe de Cabinet à l'ONU, Présidente GWL Voices	
<b>6</b>	Naledi	Pandor	Ex-ministre des Affaires étrangères	Afrique du Sud
<b>7</b>	Jan	Pronk	Professeur émérite, Ex- représentant spécial de l'ONU pour le Soudan, Ex-ministre de la coopération au développement international	Pays-Bas
<b>8</b>	Jozias	van Aartsen	Ex-ministre des Affaires étrangères	Pays-Bas
<b>9</b>	Yannis	Varoufakis	Ex-ministre des Finances	Grèce
<b>10</b>	Asaad	Al-Bdairi	Ambassadeur, Délégué permanent de l'Irak à l'UNESCO	Irak
<b>11</b>	Mohammed	Bajrafil	Ambassadeur, Délégué permanent de l'union comorienne à l'UNESCO	Comores
<b>12</b>	Blanka	Jamnisek	Ambassadrice	Slovénie
<b>13</b>	Yves	Aubin de la Messuzière	Ex-ambassadeur	France
<b>14</b>	Susan	Blankhart	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>15</b>	Joan	Boer	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>16</b>	Robert	Bosch	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>17</b>	Yoka	Brandt	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>18</b>	Robert	Brinks	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>19</b>	Leoni	Cuelenaere	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
<b>20</b>	Gerben	de Jong	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>21</b>	Frédéric	Desagneaux	Ex-ambassadeur	France

<b>22</b>	Karel	de Vey Mestdagh	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>23</b>	Simone	Filippini	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
<b>24</b>	Mette	Gonggrijp	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
<b>25</b>	Alphons	Hennekens	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>26</b>	Jan	Hoekema	Ex-ambassadeur, parlementaire et maire	Pays-Bas
<b>27</b>	Dolf	Hogewoning	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>28</b>	Lebet	Jean-Hubert	Ex-ambassadeur	Suisse
<b>29</b>	Marion	Kappeyne van de Coppello	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>30</b>	Sven	Kühn von Burgsdorf	Ex-ambassadeur pour l'UE et représentant de l'UE en Palestine	Allemagne
<b>31</b>	Frans	Makken	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>32</b>	Fritz	Meijndert	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>33</b>	Eddy	Middeldorp	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>34</b>	Ronald	Mollinger	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>35</b>	Jolke	Oppewal	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>36</b>	Patrice	Paoli	Ex-ambassadeur	France
<b>37</b>	Frans	Potuyt	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>38</b>	Lidi	Remmelzwaal	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
<b>39</b>	Patrick	Renauld	Ex-ambassadeur pour l'UE au Liban et en Jordanie	France
<b>40</b>	Jean-Daniel	Ruch	Ex-ambassadeur en Israël	Suisse
<b>41</b>	Rober	Schuddeboom	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>42</b>	Nora	Stehouwer-van Iersel	Ex-ambassadeur en Israël	Pays-Bas

<b>43</b>	Laetitia	van Assum	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
<b>44</b>	Nikolaos	van Dam	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>45</b>	Phillipe	van Damme	Ex-ambassadeur pour l'UE	Belgique
<b>46</b>	Ellen	van der Laan	Ex-ambassadrice	Pays-Bas
<b>47</b>	Bram	van Ojik	Ex-ambassadeur, ex-parlementaire	Pays-Bas
<b>48</b>	Th. F. (Dick)	van Thessen	Ex-ambassadeur	Pays-Bas
<b>49</b>	Nada	Yafi	Ex-ambassadrice	France
<b>50</b>	Li	Andersson	Membre du Parlement Européen, The Left	Finlande
<b>51</b>	Abdurrahman	Babacan	Parlementaire, AK Party	Turquie
<b>52</b>	Andrews	Barry	Membre du Parlement Européen	Irlande
<b>53</b>	Malik	Ben Achour	Echevin à Verviers, Ex-sénateur	Belgique
<b>54</b>	Saskia	Bricmont	Membre du Parlement Européen	Belgique
<b>55</b>	Özlem Alev	Demirel	Membre du Parlement Européen, Die Linke	Allemagne
<b>56</b>	Gökçe	Gökçen	Parlementaire, PACE	Turquie
<b>57</b>	Cristina	Guarda	Membre du Parlement Européen	Italie
<b>58</b>	Danielle	Hirsch	Ex-parlementaire, GroenLinks/PvdA	Pays-Bas
<b>59</b>	Veronika	Honkasalo	Parlementaire, Left Alliance	Finlande
<b>60</b>	Farah	Karimi	Sénatrice, GroenLinks/PvdA	Pays-Bas
<b>61</b>	Saskia	Kluit	Sénatrice, GroenLinks/PvdA	Pays-Bas
<b>62</b>	Fabian	Molina	Parlementaire	Suisse
<b>63</b>	Luisa	Morgantini	Ex-vice-présidente du Parlement Européen	Italie

<b>64</b>	Matjaž	Nemec	Membre du Parlement Européen	Slovénie
<b>65</b>	Mauro	Poggia	Sénateur	Suisse
<b>66</b>	Lea	Reisner	Parlementaire, Die Linke	Allemagne
<b>67</b>	Lynn	Ruane	Sénatrice indépendante, membre de l'OSCE	Irlande
<b>68</b>	Jussi	Saramo	Membre du Parlement Européen, The Left	Finlande
<b>69</b>	Judith	Sargentini	Ex-Membre du Parlement Européen	Pays-Bas
<b>70</b>	Lizzy	Schubert	Parlementaire, Die Linke	Allemagne
<b>71</b>	Benedetta	Scuderi	Membre du Parlement Européen	Italie
<b>72</b>	Carlo	Sommaruga	Sénateur, avocat	Suisse
<b>73</b>	Tineke	Strik	Membre du Parlement Européen	Pays-Bas
<b>74</b>	Gala	Veldhoen	Sénatrice, GroenLinks/PvdA	Pays-Bas
<b>75</b>	Catarina	Vieira	Membre du Parlement Européen, GroenLinks-PvdA	Pays-Bas
<b>76</b>	Mô	Bleeker	Conseillère spéciale pour la responsabilité de protéger, ONU	Suisse
<b>77</b>	Reed	Brody	Expert ONU (GHREN - Nicaragua)	Etats Unis/Hongrie
<b>78</b>	Carlos	Castresana Fernandez	Membre de la Commission des droits de l'homme au Soudan du Sud	Espagne
<b>79</b>	John	Dugard	Ancien UN Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens (2001-2008), Professeur	Afrique du Sud
<b>80</b>	Andrew	Gilmour	Ancien Sous-secrétaire général aux droits de l'homme de l'ONU	Royaume-Uni
<b>81</b>	Laura	Londén	Ancienne Sous-Secrétaire générale des Nations Unies	Finlande
<b>82</b>	Michael	Lynk	Ancien Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans	Canada

			les territoires palestiniens (2016-2022), Professeur	
83	Jamie	McGoldrick	Ancien Coordonnateur résident et humanitaire des Nations Unies pour le territoire palestinien occupé	Irlande
84	Yasmin	Sooka	Présidente de la Commission des droits de l'homme sur le Soudan du Sud	Afrique du Sud
85	Joost	Andriessen	Ex-diplomate	Pays-Bas
86	Louise	Anten	Ex-diplomate	Pays-Bas
87	Véronique	Arnault	Ancienne directrice des droits de l'homme et de la démocratie, UE - Service européen pour l'action extérieure	France
88	Willem	Beelaerts van Blokland	Ex-diplomate	Pays-Bas
89	Yves	Besson	Ex-diplomate à l'ONU	Suisse
90	Pieter	Bierma	Ex-diplomate	Pays-Bas
91	Dr Alison	Broinowski	Ex-diplomate	Australie
92	Patrick	Costello	Ex-diplomate	Belgique
93	Angélique	Eijpe	Ex-diplomate	Pays-Bas
94	Thea	Fierens	Ex-diplomate à l'ONU	Pays-Bas
95	Aisja	Hamed	Ex-diplomate	Pays-Bas
96	Ini	Huijts	Ex-diplomate	Pays-Bas
97	Els	Klinkert	Ex-diplomate	Pays-Bas
98	Marije	Klomp	Ex-diplomate	Pays-Bas
99	Pim	Kraan	Ex-diplomate	Pays-Bas
100	Nelleke	Kruius Voorberge	Ex-diplomate	Pays-Bas

<b>101</b>	Kevin	Kruiter	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>102</b>	Elly	Leemhuis	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>103</b>	Paul	Litjens	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>104</b>	Jaco	Mebius	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>105</b>	Jan	Maas	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>106</b>	Hala	Rharrit	Ex-diplomate	Etats Unis
<b>107</b>	Daan	Rosenberg - Polak	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>108</b>	John Na'em	Snobar	Ex-diplomate	Australie
<b>109</b>	Johanna	Spreeuwenberg	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>110</b>	Tessa	Terpstra	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>111</b>	Winnie	Teunissen	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>112</b>	Hans	Teunissen	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>113</b>	Dia	Timmermans	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>114</b>	Dante	Toppo	Ex-diplomate	Etats Unis
<b>115</b>	Anne Marie	van Bolhuis	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>116</b>	Albert	van der Schaaf	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>117</b>	Berber	van der Woude	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>118</b>	Leo	van der Zwan	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>119</b>	José	van Hussen	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>120</b>	Ellen	van Reesch	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>121</b>	Rebekka	van Roemburg	Ex-diplomate	Pays-Bas

<b>122</b>	Maaike	van Vliet	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>123</b>	Jean-Daniel	Vigny	Ex-diplomate	Suisse
<b>124</b>	Anneke	Wevers	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>125</b>	Sonja	Zimmerman	Ex-diplomate	Pays-Bas
<b>126</b>	Claire - Lise	Chaignat	Ancien employé de l'OMS, Médecin	Suisse
<b>127</b>	Flavio	Del Ponte	Ancien chirurgien du CICR	Suisse
<b>128</b>	Lucio	Gusetti	Ancien conseiller principal de la Commission européenne pour le droit international et les relations extérieures de l'UE	Italie
<b>129</b>	Faryda	Hussein	Fonctionnaire/ Ex-Staff à l'Union Européenne	Pays-Bas
<b>130</b>	Erik	Pool	Ex-fonctionnaire, Écrivain et Politicien	Pays-Bas
<b>131</b>	Pascal	Richard	Ex-fonctionnaire	Suisse
<b>132</b>	Maryluce	Sartori	Ancienne déléguée CICR	Suisse
<b>133</b>	Annelle	Sheline	Ex-fonctionnaire du Département d'État	Etats Unis
<b>134</b>	Dali	ten Hove	Ex-employé de l'ONU	Pays-Bas
<b>135</b>	Erwin	van Veen	Ex-fonctionnaire	Pays-Bas
<b>136</b>	David	Atwood	Ancien secrétaire général, International Fellowship of Reconciliation	France
<b>137</b>	Jacob	Berger	Réalisateur de films	Suisse
<b>138</b>	Rony	Brauman	Médecin, ancien président de Médecins Sans Frontières	France
<b>139</b>	Jean-François	Corty	Médecin, Président de Médecins du Monde France	France
<b>140</b>	Christophe	Cotteret	Réalisateur de films documentaires	France

<b>141</b>	Jacques	Dubochet	Prix Nobel de chimie 2017, Professeur honoraire à l'Université de Lausanne	Suisse
<b>142</b>	Jérôme	Heurtaux	Politologue, Professeur	France
<b>143</b>	Pr Nago	Humbert	Fondateur et ancien président de Médecins du Monde Suisse. Ancien collaborateur de l'OMS dans les territoires occupés	Suisse
<b>144</b>	Azza	Karam	Président, Lead Integrity INC.	Etats Unis/ Pays-Bas
<b>145</b>	Daniel	Levy	Directeur du programme Moyen- Orient et Afrique du Nord du Conseil européen des relations étrangères. (Ancienne conseiller auprès du Premier ministre israélien Barak, négociateur officiel et principal rédacteur israélien du plan de paix informel de l'Initiative de Genève)	Israël - Royaume-Uni
<b>146</b>	Phil	Lynch	Directeur exécutif, International Service for Human Rights	Suisse
<b>147</b>	Ziad	Majed	Politologue, Professeur	France - Liban
<b>148</b>	Pietro	Majno-Hurst	Professeur émérite de chirurgie	Suisse
<b>149</b>	Jonathan	Sisson	Ancien président International Fellowship of Reconciliation (IFOR)	Suisse
<b>150</b>	Stephan	Stadler	Président Swiss-Humanity Initiative	Suisse
<b>151</b>	Paul	Vermeulen	Co-fondateur et ancien directeur de Handicap International-Suisse	Suisse